

ROYAUME DE BELGIQUE.KONINKRIJK BELGIE.AVIS DU CONSEIL D'ETAT.ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 18 novembre 1983, d'une demande d'avis sur un projet de loi modifiant la loi du 5 juin 1868 relative à la liberté du travail des matières d'or et d'argent et l'arrêté royal n° 80 du 28 novembre 1939 complétant et modifiant la loi du 5 juin 1868 relative à la liberté du travail des matières d'or et d'argent portant institution de la garantie obligatoire du titre des objets en métaux précieux", a donné le 9 juillet 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e november 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 5 juni 1868 betreffende de vrije bewerking van goud en zilver grondstoffen en het koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939 houdende aanvulling en wijziging van de wet van 5 juni 1868 betreffende de vrije bewerking van gouden en zilveren grondstoffen en houdende instelling van den verplichten waarborg van het gehalte der voorwerpen uit edel metaal", heeft de 9e juli 1984 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

I. La garantie des ouvrages en métaux précieux est actuellement régie par trois textes :

1° la loi du 5 juin 1868 relative à la liberté du travail des matières d'or et d'argent, modifiée par l'arrêté-loi du 28 février 1947;

2° les articles 6 et 7 de la loi du 29 décembre 1909 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1910 ainsi que des dispositions relatives au droit de patente, au tarif des douanes, au transit, aux installations des distilleries et à la garantie des matières d'or, d'argent, etc ...

3° l'arrêté royal n° 80 du 28 novembre 1939 complétant et modifiant la loi du 5 juin 1868 relative à la liberté du travail des matières d'or et d'argent, portant institution de la garantie du titre des objets en métaux précieux, modifié par l'arrêté-loi du 28 février 1947 et par la loi du 30 juin 1969.

Le présent projet de loi apporte aux textes en vigueur des modifications relativement nombreuses.

.../...

Pour introduire une plus grande clarté dans les dispositions relatives à la matière et rendre plus aisées la connaissance et l'application de ces dispositions, il paraît souhaitable de les réunir en une seule et même loi. Le Conseil d'Etat proposera ci-dessous un texte complet à cet effet.

II. Les articles 9 et 1er de l'arrêté royal n°80 du 28 novembre 1939 (articles 9 et 13 du texte proposé) contiennent des règles relatives à l'importation en Belgique d'ouvrages en métaux précieux de fabrication étrangère.

Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement cite un arrêt rendu le 22 juin 1982 par la Cour de justice des Communautés européennes (1). Selon cet arrêt, "l'article 30 du Traité (instituant la Communauté économique européenne) ne s'oppose pas à ce qu'un Etat membre applique une réglementation nationale prohibant la mise en vente des ouvrages en métal argenté non revêtus de poinçon répondant aux exigences de cette réglementation, à des ouvrages de ce type importés d'un Etat membre dans lequel ils ont été légalement commercialisés, pour autant que ces ouvrages n'ont pas fait l'objet, conformément à la législation de l'Etat membre d'exportation, d'un poinçonnage ayant un contenu informatif équivalent à celui des poinçons prescrits par la réglementation de l'Etat membre d'importation et compréhensible pour le consommateur de cet Etat. Les appréciations de fait nécessaires en vue d'établir l'existence ou non d'une telle équivalence sont à porter par le juge national, compte tenu des éléments d'interprétation spécifiés par la Cour".

.../...

(1) Cour de justice des Communautés européennes, Recueil de la jurisprudence de la Cour, année 1982, pages 2349 et suivantes, spécialement pages 2362-2363.

Après le rappel de l'arrêt, le Gouvernement déclare qu'il estime devoir modifier la réglementation belge pour la mettre en concordance avec cet arrêt et précise "qu'il convient de définir les principes d'équivalence du contenu informatif des poinçons apposés par les fabricants étrangers membres d'un pays de la Communauté sur les ouvrages en métaux précieux".

En réalité pour tenir compte de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes, l'autorité belge ne peut prétendre lier le juge par l'établissement de règles déterminant selon quels critères doit être appréciée l'équivalence du contenu informatif d'un poinçon prescrit par un autre Etat membre de la Communauté avec le contenu informatif du poinçon prescrit par la loi belge : l'autorité belge doit laisser au juge le pouvoir d'apprécier cette équivalence en fait.

En vue de la mise en oeuvre des articles 9 et 13 précités, le Conseil d'Etat estime devoir attirer l'attention du Gouvernement sur la portée de la règle du droit européen en la matière.

OBSERVATIONS SUR LE TEXTE PROPOSE.

Article 1er du texte proposé.

Il paraît actuellement inutile de reproduire la disposition contenue dans l'article 1er de la loi du 5 juin 1868, énonçant que "le contrôle obligatoire de l'Etat est supprimé".

.../...

Article 17 du texte proposé.

L'article 17, alinéa 2, du texte proposé reproduit une disposition transitoire contenue dans l'article 14 de l'arrêté royal n° 80 du 28 novembre 1939. Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il est utile de maintenir semblable disposition transitoire, le cas échéant en la modifiant.

Le texte proposé ne reproduit pas l'article 7 de la loi du 29 décembre 1909, qui répète une partie des dispositions de l'article 5 de la loi du 5 juin 1868.

Pour le surplus, le texte proposé contient des amendements de forme qui n'exigent aucun commentaire; il tend à grouper les dispositions selon un ordre logique.

TEXTE PROPOSE.

"PROJET DE LOI RELATIVE A LA GARANTIE DES OUVRAGES EN METAUX PRECIEUX.

- - - - -

Article 1er. (Loi du 5 juin 1868, article 1er, et projet, article 6, pour l'article 11, § 3, en projet).

La fabrication à tous les titres des ouvrages en métaux précieux est libre.

Le colportage des ouvrages en métaux précieux est interdit.

.../...

Article 2. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 2).

Le titre d'un alliage contenant un métal précieux est le rapport par quotient du poids de métal fin au poids total de l'alliage.

Le titre s'exprime en millièmes.

Article 3. (Loi du 5 juin 1868, article 2, et projet, article 1er)

Les fabricants, les vendeurs et les acheteurs d'ouvrages en métaux précieux peuvent, s'ils le désirent, soumettre à la vérification et à la marque de l'essayeur du gouvernement, les ouvrages fabriqués dans les métaux et à l'un des titres minima ci-après :

Pour l'or :

- a) 1er titre : 833 millièmes,
- b) 2e titre : 750 millièmes,
- c) 3e titre : 585 millièmes;

Pour l'argent :

- a) 1er titre : 925 millièmes,
- b) 2e titre : 835 millièmes;

Pour le platine :

950 millièmes.

Ces titres sont les seuls titres légaux que pourra reconnaître l'essayeur du gouvernement pour l'apposition de sa marque.

Article 4. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 3).

Le métal constituant les diverses parties des ouvrages en métaux précieux doit avoir au minimum le titre plein.

Cependant, une tolérance de 3 millièmes pour l'or, de 5 millièmes pour l'argent et de 10 millièmes pour le platine, est admise sur le titre des ouvrages terminés, afin de tenir compte de l'abaissement imprévu possible de ce titre par l'emploi des soudures nécessaires à la fabrication.

Article 5. (Loi du 5 juin 1868, article 3).

Les ouvrages en métaux précieux dont le titre n'est pas égal à l'un de ceux qui sont prévus à l'article 3, sans être inférieur au plus bas des titres admis, sont marqués au titre légal immédiatement inférieur à celui qui est constaté par l'essai.

Article 6. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 6, et projet, article 4).

Le titre des ouvrages en métaux précieux est indiqué en millièmes et précédé par des lettres-symboles : au (en minuscules) pour l'or, AG (en majuscules) pour l'argent et PT ou Pt pour le platine.

Article 7. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 8).

Sauf dérogation à prévoir par le Roi, l'empreinte frappée en un seul endroit garantit que toutes les parties composant l'ouvrage sont au titre indiqué. Si l'ouvrage est composé de plusieurs métaux précieux ou alliages de métaux précieux différents, chacun de ces métaux précieux ou alliages est poinçonné à son titre.

Article 8. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 5, et projet, article 3).

Le poinçon-signature du fabricant est constitué par un symbole. La plus grande netteté de frappe est imposée.

Préalablement à tout emploi d'un poinçon-signature, son empreinte est approuvée par le commissaire des monnaies.

Article 9. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 9).

Le Roi détermine les ouvrages en métaux précieux de fabrication étrangère qui sont admis en Belgique sans être porteurs des empreintes des poinçons prévus.

Les ouvrages en métaux précieux de fabrication étrangère tombant sous l'application de la présente loi et qui ne sont pas visés par les dispositions prises en exécution de l'alinéa 1er doivent être poinçonnés par l'importateur, qui en garantit le titre par l'insculpation de l'empreinte des poinçons prévus.

Article 10. (Loi du 5 juin 1868, article 5).

Le Roi détermine la forme des poinçons de l'Etat; Il fixe les conditions dans lesquelles les ouvrages en métaux précieux doivent se trouver pour être admis à la vérification du titre.

Article 11. (Loi du 29 décembre 1909, article 6, et A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 19 partim).

Le Roi peut organiser l'essai et la procédure de détermination des titres des lingots et des matières d'or, d'argent

et de platine, qui sont présentés à l'essayeur du gouvernement.

Il détermine les modalités relatives au dépôt des empreintes. Il fixe les frais et rétributions dus pour ce dépôt ainsi que pour les essais et poinçonnages effectués par l'essayeur du gouvernement.

Article 12. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 19 partim).

Le Roi réglemente la profession d'essayeur du commerce.

Article 13. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 1er et projet, article 2).

Les fabricants d'ouvrages en or, en argent ou en platine sont tenus de garantir le titre de l'alliage employé par l'inscription de l'empreinte de deux poinçons.

L'un de ces poinçons constitue le poinçon-signature du fabricant; l'autre indique le titre employé.

La forme et les détails de ces poinçons ainsi que les ouvrages et les catégories de fabricants tombant sous l'application de la présente loi sont déterminés par le Roi.

Sont assimilés aux fabricants, les importateurs et négociants d'ouvrages en métaux précieux pour les ouvrages vendus par eux et qui ne seraient pas poinçonnés conformément à la loi.

Le poinçonnage de garantie par l'essayeur du gouvernement, tel qu'il est prévu aux articles 3 et 10, dispense de tout autre poinçonnage.

.../...

Article 14. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 10 et projet, article 5).

Quiconque offre en vente, ou expose en vue de la vente, des ouvrages d'orfèvrerie en métal argenté est tenu de placer dans son étalage et dans les locaux commerciaux accessibles au public, un ou plusieurs avis visibles et lisibles, portant le texte suivant : "ouvrages en métal argenté, garantis sur facture", à l'exclusion de tout autre texte.

Les factures relatives à ces ouvrages doivent indiquer qu'il s'agit d'ouvrages en métal argenté ou d'ouvrages réargentés selon le cas.

Est interdite l'insculpation, sur ces ouvrages, de poinçons pouvant prêter à confusion avec ceux utilisés pour les ouvrages en argent.

Les ouvrages en métal argentés sont présentés séparément de manière à éviter toute confusion avec les ouvrages en argent exposés ou mis en vente.

Article 15. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 11, et projet, article 6).

§ 1er. Tout fabricant d'ouvrages en métaux précieux est tenu de déposer au bureau de la garantie relevant de la Monnaie royale de Belgique, où il justifiera de son identité et de son inscription au registre du commerce, une empreinte de son poinçon-signature sur une planche de cuivre à ce destinée, ainsi que trois reproductions de cette empreinte.

§ 2. Tout fabricant, importateur, négociant en gros ou en détail, ou réparateur d'ouvrages en métaux précieux, est tenu de prendre une inscription annuelle au registre de la garantie, déposé au bureau de la garantie.

Aucun ouvrage en métaux précieux ne peut être mis en vente par une personne non inscrite à ce registre.

Le Roi détermine les modalités de cette inscription.

Article 16. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 13, et projet article 8).

Le dépôt de l'empreinte d'un poinçon-signature et son approbation ne porte pas préjudice aux droits des tiers.

Article 17. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 14, et projet article 9).

Toute personne non-ressortissante d'un Etat membre de la Communauté économique européenne est tenue d'accompagner le dépôt de l'empreinte de son poinçon-signature du versement d'un cautionnement déterminé par le Roi.

(Les étrangers porteurs d'une carte professionnelle relative à l'une des professions visées par la présente loi et résidant depuis plus de cinq ans en Belgique au 8 décembre 1939 sont dispensés du versement de ce cautionnement).

Article 18. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 15, et projet article 10).

En cas de cession de son établissement, le cédant est tenu de demander, dans les trois mois, le retrait de son poinçon-signature à l'administration des monnaies.

.../...

Article 19. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 16, et projet article 11).

§ 1er. Seuls les ouvrages poinçonnés conformément à la loi peuvent être vendus comme ouvrages d'or, d'argent ou de platine.

§ 2. Ne peuvent être dénommés or, argent ou platine que les alliages de ces métaux dont le titre est supérieur à 500 millièmes.

§ 3. Il est interdit de dénommer or, argent ou platine, les ouvrages renforcés par un métal commun ou bourrés avec une matière quelconque, telle que notamment plomb, mastic, ciment, exception faite des manches d'orfèvrerie, où une nécessité technique rend l'emploi de ces matières inévitable.

§ 4. Afin d'éviter toute confusion entre les ouvrages en or ou en platine et les ouvrages en métaux communs qui sont simplement recouverts d'un de ces métaux précieux, ces derniers ouvrages ne pourront être porteurs d'empreintes dont la présentation rappellerait celle des poinçons prévus par la loi pour la garantie du titre.

Article 20. (Loi du 5 juin 1868, article 4).

Dans toute vente ayant pour objet des ouvrages en métaux précieux, le vendeur est tenu de délivrer à l'acheteur qui en fait la demande une facture indiquant l'espèce, le poids, le titre et le prix des objets vendus.

Article 21. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 17, alinéas 1er à 3, et projet article 12).

Sans préjudice de l'application de dispositions plus sévères, notamment des articles 184 et 498 du Code pénal, quiconque aura contrevenu aux dispositions de la présente loi, sera puni d'une amende de cinquante francs à cinq mille francs.

En cas de récidive, une peine de prison de huit jours à six mois pourra être infligée et l'interdiction de garantir les ouvrages par l'apposition du poinçon-signature sera toujours prononcée.

En outre, en cas d'infraction à l'article 1er, alinéa 2 les ouvrages mis en vente pourront être saisis.

Tout jugement ou arrêt prononçant l'interdiction de garantir les ouvrages par l'apposition du poinçon-signature, passé en force de chose jugée, est signifié au commissaire des monnaies, qui en assure la publication par extrait au Moniteur belge.

Cet extrait mentionne les nom, prénoms, adresse et profession du condamné, ainsi que la raison sociale sous laquelle il exerçait sa profession; il reproduit le dispositif de la décision portant l'interdiction de garantir les ouvrages par l'apposition du poinçon-signature.

Les frais de publication au Moniteur belge sont mis à charge des condamnés.

.../...

Article 22. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 18, et projet article 13).

La mise en vente des produits revêtus d'un poinçon-signature contrefait sera punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à deux mille francs, ou de l'une de ces peines seulement.

Article 23. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 4).

Lorsqu'une personne poursuivie pour infraction à la présente loi soutient que le titre des objets fabriqués ou vendus par elle n'est pas inférieur au titre garanti, le titre véritable de l'objet sera déterminé par le commissaire des monnaies.

Article 24. (A.R. n° 80 du 28 novembre 1939, article 17).

Le livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

Article 25. (Projet, article 14).

Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, sont chargés de surveiller l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution et sont compétents pour rechercher et constater les infractions aux dispositions de la présente loi :

.../...

- 1° les inspecteurs et contrôleurs de l'inspection générale économique relevant du Ministère des Affaires économiques;
- 2° les inspecteurs et contrôleurs des administrations de la réglementation et des affaires sociales du Ministère des Classes moyennes.

Les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

Article 26.

Sont abrogés :

- 1° la loi du 5 juin 1868 relative à la liberté du travail des matières d'or et d'argent, modifiée par l'arrêté-loi du 28 février 1947;
- 2° les articles 6 et 7 de la loi du 29 décembre 1909 concernant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1910 ainsi que des dispositions relatives au droit de patente, au tarif des douanes, au transit, aux installations des distilleries et à la garantie des matières d'or, d'argent, etc.;
- 3° l'arrêté royal n° 80 du 28 novembre 1939 complétant et modifiant la loi du 5 juin 1868 relative à la liberté du travail des matières d'or et d'argent, portant institution de la garantie obligatoire du titre des objets en métaux précieux, modifié par l'arrêté-loi du 28 février 1947 et par la loi du 30 juin 1969".

VOORAFGAANDE OPMERKING.

I. De waarborg van de werken uit edel metaal is thans geregeld door drie teksten :

1° de wet van 5 juni 1868 betreffende de vrije bewerking van gouden en zilveren grondstoffen, gewijzigd bij de besluitwet van 28 februari 1947;

2° de artikelen 6 en 7 van de wet van 29 december 1909 houdende de begroting van 's lands middelen voor dien jaar 1910 alsmede bepalingen betreffende het patentrecht, het toltarief, de doorvoer, de inrichtingen der stokerijen en de waarborg der stoffen van goud, van zilver, enz.

3° het koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939 houdende aanvulling en wijziging van de wet van 5 juni 1868 betreffende de vrije bewerking van gouden en zilveren grondstoffen en houdende instelling van de verplichte waarborg van het gehalte der voorwerpen uit edel metaal, gewijzigd bij de besluitwet van 28 februari 1947 en bij de wet van 30 juni 1969.

Het onderhavige wetsontwerp brengt in de vigerende teksten vrij veel wijzigingen aan.

Om meer klaarheid te scheppen in de bepalingen betreffende deze materie en om de kennisneming en de toepassing ervan te vergemakkelijken, lijkt het raadzaam om ze alle in één enkele wet bijeen te brengen. De Raad van State zal daartoe verderop een volledige tekst voorstellen.

.../...

II. De artikelen 9 en 1 van het koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939 (artikelen 9 en 13 van de voorgestelde tekst), houden bepalingen in die betrekking hebben op de invoer in België van in het buitenland gefabriceerde werken uit edel metaal.

In de memorie van toelichting haalt de Regering een arrest aan, dat op 22 juni 1982 door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen werd gewezen (1). Volgens dit arrest "verzet artikel 30 van het Verdrag (tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap) er zich niet tegen dat een Lid-Staat een nationale regeling welke de verkoop van verzilverde voorwerpen zonder een aan de eisen van die regeling beantwoordend stempelmerk verbiedt, toepast op dit soort voorwerpen die zijn ingevoerd uit een ander Lid-Staat waar zij rechtmatig in het verkeer zijn gebracht, voor zover die voorwerpen niet overeenkomstig de wetgeving van de Lid-Staat van uitvoer zijn voorzien van een stempelmerk dat informatie verschaft die gelijkwaardig is aan de door de regeling van de Lid-Staat van invoer voorgeschreven stempelmerken, en begrijpelijk is voor de consument van die Staat. De feitelijke beoordeling die noodzakelijk is om vast te stellen of er al dan niet van gelijkwaardigheid sprake is, behoort tot de taak van de nationale rechter, die daarbij de door het Hof gespecificeerde uitleggingsgegevens in aanmerking zal nemen".

.../...

(1) Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, Jurisprudentie van het Hof van Justitie, jaar 1982, bladzijden 2349 en volgende, in het bijzonder de bladzijden 2362-2363.

Na dit arrest in herinnering te hebben gebracht, verklaart de Regering dat zij de Belgische reglementering meent te moeten wijzigen, ten einde ze met dit arrest in overeenstemming te brengen, en preciseert zij dat "het principe van de gelijkwaardigheid van de informatieve inhoud van de stempels die door de buitenlandse fabrikanten die tot een land van de Gemeenschap behoren, op de werken uit edel metaal worden aangebracht, (dient) te worden ingevoerd".

In werkelijkheid mag de Belgische overheid, om rekening te houden met het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, de rechter niet binden door het vaststellen van regels die bepalen volgens welke criteria de gelijkwaardigheid van de door een ander Lid-Staat voorgeschreven informatieve inhoud van een stempelmerk met de door de Belgische wet voorgeschreven informatieve inhoud van het stempelmerk dient te worden beoordeeld : de Belgische overheid moet de rechter de bevoegdheid laten om die gelijkwaardigheid in feite te beoordelen.

Met het oog op het in toepassing brengen van de voormelde artikelen 9 en 13, meent de Raad van State de aandacht van de Regering te moeten vestigen op de draagwijdte van de ter zake geldende regel van Europees recht.

OPMERKINGEN BIJ DE VOORGESTELDE TEKST.

Artikel 1 van de voorgestelde tekst.

Het lijkt onnodig om de in artikel 1 van de wet van 5 juni 1868 vervatte bepaling, volgens welke de verplichte Staatscontrole afgeschaft is, nog in de tekst op te nemen.

Artikel 17 van de voorgestelde tekst.

Artikel 17, tweede lid, van de voorgestelde tekst neemt een overgangsbepaling over uit artikel 14 van het koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939. De Regering en de Wetgevende Kamers zullen moeten oordelen of het nut heeft een zodanige overgangsbepaling, eventueel met de nodige wijzigingen, te behouden.

In de voorgestelde tekst werd artikel 7 van de wet van 29 december 1909, welk artikel de bepalingen van artikel 5 van de wet van 5 juni 1868 gedeeltelijk herhaalt, niet overgenomen.

Voor het overige bevat de voorgestelde tekst een aantal vormwijzigingen die geen commentaar behoeven; er is naar gestreefd de bepalingen in een logische volgorde te groeperen.

VOORGESTELDE TEKST.

"ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE WAARBORG VAN DE WERKEN UIT EDEL METAAL.

Artikel 1. (Wet van 5 juni 1868, artikel 1, en ontwerp, artikel 6, voor het ontworpen artikel 11, § 3).

De fabricage van werken uit edel metaal van welk gehalte ook is vrij.

Het leuren met werken uit edel metaal is verboden.

.../...

Artikel 2. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939,
artikel 2).

Het gehalte van een legering die een edel metaal bevat, is de verhouding per quotiënt van het gewicht fijn metaal tot het totaal gewicht van de legering.

Het gehalte wordt in duizendsten uitgedrukt.

Artikel 3. (Wet van 5 juni 1868, artikel 2, en ontwerp, artikel 1).

De fabrikanten, de verkopers en de kopers van werken uit edel metaal mogen, wanneer zij het verlangen, aan de keuring en aan het merk van de essayeur van de regering de werken onderwerpen, die uit een van de volgende metalen vervaardigd zijn en een van de volgende minimumgehalten hebben :

Voor goud :

- a)1ste gehalte : 833 duizendsten;
- b)2e gehalte : 750 duizendsten;
- c)3e gehalte : 585 duizendsten.

Voor zilver :

- a)1ste gehalte : 925 duizendsten;
- b)2e gehalte : 835 duizendsten.

Voor platina :

950 duizendsten.

Deze gehalten zijn de enige wettelijke gehalten welke de essayeur van de regering mag erkennen om zijn merk aan te brengen.

Artikel 4. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 3).

Het metaal waaruit de verschillende delen van de werken uit edel metaal bestaan, moet ten minste het volle gehalte hebben.

Nochtans wordt een speling van 3 duizendsten voor het goud, van 5 duizendsten voor het zilver en van 10 duizendsten voor het platina op het gehalte van voltooide werken toegestaan, ten einde rekening te houden met de mogelijke onvoorziene verlaging van dit gehalte door het gebruik van het voor de fabricatie vereiste soldeersel.

Artikel 5. (Wet van 5 juni 1868, artikel 3).

De werken uit edel metaal waarvan het gehalte niet gelijk is aan een van de in artikel 3 bepaalde gehalten doch niet lager is dan het laagste toegelaten gehalte, worden gemerkt op het wettelijk gehalte dat onmiddellijk lager is dan het gehalte dat bij het essaai wordt vastgesteld.

Artikel 6. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 6, en ontwerp, artikel 4).

Het gehalte van werken uit edel metaal wordt uitgedrukt in duizendsten en voorafgegaan door de symbolische letters : au (in klein letters) voor goud, AG (in hoofdletters) voor zilver en PT of Pt voor platina.

Artikel 7. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 8).

Behoudens door de Koning te bepalen afwijking geeft het op één enkele plaats ingeprente merk de waarborg dat alle delen waaruit het werk bestaat het aangeduide gehalte hebben.

Indien het werk uit verscheidene edele metalen of uit verschillende legeringen van edele metalen is samengesteld, wordt ieder van die edele metalen of legeringen volgens zijn of haar gehalte gemerkt.

Artikel 8. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 5, en ontwerp, artikel 3).

De stempel-handtekening van de fabrikant geeft een symbool weer. De stempelslag moet zeer duidelijk zijn.

Vóór ieder gebruik van een stempel-handtekening, moet het merk ervan worden goedgekeurd door de muntmeester.

Artikel 9. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 9).

De Koning bepaalt welke werken uit edel metaal van buitenlands fabrikaat in België worden toegelaten zonder dat zij de voorgeschreven stempelmerken dragen.

De werken uit edel metaal van buitenlands fabrikaat die onder toepassing van deze wet vallen en waarop de ter uitvoering van het eerste lid vastgestelde bepalingen geen betrekking hebben, moeten worden gemerkt door de invoerder, die het gehalte ervan waarborgt door het aanbrengen van de voorgeschreven stempelmerken.

Artikel 10. (Wet van 5 juni 1868, artikel 5).

De Koning stelt de vorm van de rijksstempelmerken vast; Hij bepaalt in welke toestand de werken in edel metaal zich moeten bevinden om tot de keuring van het gehalte toegelaten te worden.

Artikel 11. (Wet van 29 december 1909, artikel 6, en koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 19partim).

De Koning kan het essaai en de procedure tot gehaltebepaling organiseren van de goud-, zilver- en platinastaven en -specie die aan de essayeur van de regering worden voorgelegd.

Hij bepaalt de nadere regelen met betrekking tot het deponeren van de stempelmerken. Hij stelt de kosten en retributies vast welke verschuldigd zijn voor dat depot alsmede voor de door de essayeur van de regering uitgevoerde essaai verrichtingen en stempelingen.

Artikel 12. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 19partim).

De Koning regelt het beroep van handelsessayeur.

Artikel 13. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 1, en ontwerp, artikel 2).

De fabrikanten van werken uit goud, uit zilver of uit platina zijn verplicht het gehalte van de gebruikte legering te waarborgen door het aanbrengen van twee stempelmerken.

Een van deze stempelmerken stelt de stempel-handtekening van de fabrikant voor; het andere duidt het gebruikte gehalte aan.

De vorm en de bijzonderheden van deze stempelmerken, alsmede de werken en de categorieën van fabrikanten die onder toepassing van deze wet vallen, worden door de Koning bepaald.

.../...

Met de fabrikanten worden gelijkgesteld, de invoerders van en de handelaars in werken uit edel metaal, voor de door hen verkochte werken die niet overeenkomstig de wet van een stempelmerk werden voorzien.

Het waarborgmerk vanwege de essayeur van de regering, zoals dit in de artikelen 3 en 10 is bepaald, ontslaat van het aanbrengen van enig ander stempelmerk.

Artikel 14. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 10, en ontwerp, artikel 5).

Al wie goudsmidwerken uit verzilverd metaal te koop biedt of met het oog op de verkoop tentoonstelt, moet in zijn uitstalling en in de voor het publiek toegankelijke handelslokalen één of meer zichtbare en leesbare berichten aanbrengen met de volgende tekst : "op factuur gewaarborgde werken uit verzilverd metaal", met uitsluiting van elke andere tekst.

De facturen betreffende deze werken moeten vermelden dat het gaat om werken uit verzilverd metaal of herverzilverde werken, naar gelang van het geval.

Het is verboden deze werken te merken met stempels die zouden kunnen worden verward met die welke voor werken uit zilver worden gebruikt.

De werken uit verzilverd metaal worden afzonderlijk uitgesteld zodanig dat elke verwarring met de tentoongestelde of te koop geboden werken uit zilver wordt vermeden.

.../...

Artikel 15. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 11, en ontwerp, artikel 6).

§ 1. Iedere fabrikant van werken uit edel metaal is verplicht bij het waarborgkantoor bij de Koninklijke Munt van België, waar hij het bewijs zal voorleggen van zijn identiteit en van zijn inschrijving in het handelsregister, een afdruk neer te leggen van zijn stempel-handtekening op een daartoe bestemde koperen plaat, alsmede drie reproducties van die afdruk.

§ 2. Iedere fabrikant, invoerder, groot- of klein-handelaar of hersteller van werken uit edel metaal is verplicht zich jaarlijks te laten inschrijven in het waarborgregister neergelegd bij het waarborgkantoor.

Geen werk uit edel metaal mag te koop worden geboden door een persoon die niet in dat register is ingeschreven.

De Koning bepaalt de nadere regelen betreffende die inschrijving.

Artikel 16. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 13, en ontwerp, artikel 8).

Het neerleggen van het merk van een stempel-handtekening en goedkeuring ervan doen geen afbreuk aan de rechten van derden.

Artikel 17. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 14, en ontwerp, artikel 9).

Iedere persoon die geen onderdaan is van een Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap moet bij het neerleggen van het merk van zijn stempel-handtekening een door de Koning bepaalde borgsom storten.

(De vreemdelingen die houder zijn van een beroepskaart voor een van de in deze wet bedoelde beroepen, en die op

8 december 1939 sedert meer dan vijf jaar in België verblijven, worden van het storten van die borgsom vrijgesteld).

Artikel 18. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 15, en ontwerp, artikel 10).

Bij overdracht van zijn onderneming moet de overdrager binnen drie maanden bij de administratie van de munt de intrekking van zijn stempel-handtekening vragen.

Artikel 19. (Koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939, artikel 16, en ontwerp, artikel 11).

§ 1. Alleen de overeenkomstig de wet gestempelde werken mogen als werken uit goud, uit zilver of uit platina worden verkocht.

§ 2. Met de benaming goud, zilver of platina mogen slechts worden aangeduid, de legeringen van die metalen waarvan het gehalte hoger is dan 500 duizendsten.

§ 3. Het is verboden met de benaming goud, zilver of platina aan te duiden, de werken die met een gewoon metaal werden verstijfd of met enigerlei stof zoals lood, stopverf, cement werden opgevuld, met uitzondering van de heften van zilverwerk, waarvoor het gebruik van dergelijke stoffen om technische redenen onvermijdelijk is.

§ 4. Om elke verwarring te voorkomen tussen de werken uit goud of uit platina en de werken uit gewone metalen die eenvoudig met een van die edele metalen bekleed zijn, mogen deze laatste werken geen merken dragen, die enige overeenkomst zouden vertonen met de stempelmerken door de wet voorgeschreven tot waarborg van het gehalte.

.../...

Artikel 20. (Wet van 5 juni 1868, artikel 4).

Bij elke verkoop van werken uit edelmetaal is de verkoper verplicht aan de koper die er om verzoekt, een faktuur af te geven met vermelding van de soort, het gewicht, het gehalte en de prijs van de verkochte voorwerpen.

Artikel 21. (K.B. nr 80 van 26 november 1939, artikel 17, leden 1 tot 3, en ontwerp, artikel 12).

Onverminderd de toepassing van strengere bepalingen, inzonderheid van de artikelen 184 en 498 van het Strafwetboek, wordt hij die de bepalingen van deze wet overtreedt, gestraft met geldboete van vijftig frank tot vijfduizend frank.

In geval van herhaling kan een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden worden opgelegd en wordt steeds het verbod uitgesproken om werken te waarborgen door het aanbrengen van een stempel-handtekening.

Bovendien kunnen, in geval van overtreding van artikel 1, tweede lid, de te koop geboden werken in beslag worden genomen.

Ieder in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest waarbij het verbod om werken te waarborgen door het aanbrengen van een stempel-handtekening wordt uitgesproken, wordt betekend aan de muntmeester, die het bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad laat bekendmaken.

.../...

Dit uittreksel vermeldt de naam, de voornamen, het adres en het beroep van de veroordeelde, alsmede de firma waaronder hij zijn beroep heeft uitgeoefend; het geeft het beschikend gedeelte weer van de beslissing betreffende het verbod om werken te waarborgen door het aanbrengen van een stempel-handtekening.

De kosten van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad komen ten laste van de veroordeelden.

Artikel 22. (K.B. nr 80 van 28 november 1939, artikel 18, en ontwerp, artikel 13).

Het te koop bieden van produkten met een nagmaakte stempel-handtekening wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot tweeduizend frank, of met een van die straffen alleen.

Artikel 23 (K.B. nr 80 van 28 november 1939, artikel 4).

Wanneer iemand die wegens overtreding van deze wet wordt vervolgd, staande houdt dat het gehalte van de door hem gefabriceerde of verkochte voorwerpen niet lager is dan het gewaarborgd gehalte, wordt het werkelijk gehalte van het voorwerp bepaald door de muntmeester.

Artikel 24. (K.B. nr 80 van 28 november 1939, artikel 17).

Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, is van toepassing op de in deze wet bepaalde overtredingen.

.../...

Artikel 25. (Ontwerp, artikel 14).

Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, worden met het toezicht op de toepassing van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan belast en zijn bevoegd om de overtredingen van de bepalingen van deze wet op te sporen en vast te stellen :

- 1° de inspecteurs en controleurs van de algemene economische inspectie ressorterend onder het Ministerie van Economische Zaken.
- 2° de inspecteurs en controleurs van de administraties voor de reglementering en voor sociale zaken van het Ministerie van Middenstand.

De processen-verbaal leveren bewijs op zolang het tegendeel niet bewezen is.

Artikel 26.

Opgeheven worden :

- 1° de wet van 5 juni 1868 betreffende de vrije bewerking van gouden en zilveren grondstoffen, gewijzigd bij de besluitwet van 28 februari 1947 ;
- 2° de artikelen 6 en 7 van de wet van 29 december 1909 houdende de begroting van 's lands middelen van dienstjaar 1910 alsmede bepalingen betreffende het patentrecht, het toltarief, de doorvoer, de inrichtingen der stokerijen en de waarborg der stoffen van goud, van zilver, enz.

.../...

3° het koninklijk besluit nr 80 van 28 november 1939 houdende aanvulling en wijziging van de wet van 5 juni 1868 betreffende de vrije bewerking van gouden en zilveren grondstoffen en houdende instelling van de verplichte waarborg van het gehalte der voorwerpen uit edel metaal, gewijzigd bij de besluitwet van 28 februari 1947 en bij de wet van 30 juni 1969".

2

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT,
de Heren :

A. VANWELKENHUYZEN,
P. FINCOEUR,

P. DE VISSCHER,

L. MATRAY,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Ch. HUBERLANT.